



INOVA CFE-CGC

**Fédération Nationale de l'Hôtellerie
Restauration - Sports - Loisirs et Casinos**

59/63 rue du Rocher
75008 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Le 12 mai 2025



INOVA CFE-CGC

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Aux Membres de la Fédération

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération INOVA CFE-CGC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des Articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

BDO IDF

Société d'Expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes rattachée à la CRCC de Versailles et du Centre
RCS B 307 571 000 Versailles - Siret 307 571 000 00057 - Code APE 6920 Z
SAS au capital de 5 365 000 euros - TVA intracommunautaire FR27307571000

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de la Fédération.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

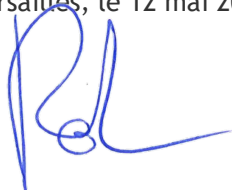
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 12 mai 2025.



BDO IDF

Représentée par Romain LUSSIANA

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

BILAN SIMPLIFIE AVANT REPARTITION

BILAN ACTIF	Exercice au 31/12/2024			EXERCICE AU 31/12/2023	BILAN PASSIF	EXERCICE AU	EXERCICE AU
	BRUT	Amort.et Prov.	NET			31/12/2024	31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE					FONDS SYNDICAUX		
Actif incorporel	107 379	64 674	42 705	69 805	Reserves		
Actif corporel	1 321 520	194 255	1 127 265	806 705	Report à Nouveau	2 404 853	2 221 040
Actif financier	4 542		4 542	4 378	Résultat	321 889	183 812
					TOTAL	2 726 742	2 404 852
	1 433 441	258 929	1 174 512	880 888	Provisions		
ACTIF CIRCULANT					Fonds dédiés	0	0
Stocks et fournitures	0	0	0	0	DETTE		
Créances	101 305		101 305	91 337	Dettes financières		
Disponibilités	1 315 876		1 315 876	1 463 064	Dettes diverses	85 496	80 316
Comptes de régularisation	220 545		220 545	49 879	TOTAL	85 496	80 316
	1 637 726	0	1 637 726	1 604 280	Comptes de régularisation		
TOTAL DE L'ACTIF	3 071 167	258 929	2 812 238	2 485 168	TOTAL DU PASSIF	2 812 238	2 485 168

COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

Compte de résultat simplifié					
Charges	Exercice 2024	Exercice 2023	Produits	Exercice 2024	Exercice 2023
Charges d'exploitation (I)	911 390	929 078	Produits d'exploitation (I)	1 192 986	1 066 038
Achats	38 322	38 599	Cotisations	498 629	449 974
Autres charges externes			Subventions	437 587	377 308
Autres services extérieurs	610 074	689 072	Autres produits	256 770	238 756
Impôts et taxes	11 974	11 535	Transfert de charges	0	0
Charges de personnel	173 508	157 854	Reprise des amort. et provisions		
Autres charges				0	0
Dotations aux amort. et provisions	77 512	32 018			
Charges financières (II)			Produits financiers (II)	43 294	47 452
Charges exceptionnelles (III)	3 001	600	Produits exceptionnels (III)	0	0
Engagements à réaliser sur contribution de financement (IV)	0	0	Contribution de financement - Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (IV)	0	0
Total (I+II+III+IV)	914 391	929 678	Total (I+II+III+IV)	1 236 280	1 113 490
Solde créditeur : Excédent	321 889	183 812	Solde débiteur : Déficit		

Présentation de l'activité de l'association

Le syndicat INOVA se constitue en une fédération de syndicats Inova.

La Fédération a pour champ professionnel les activités de l'Hôtellerie, de la Restauration Publique, Collective, Rapide, ou toute autre Restauration dérivée, et des métiers du Sport, des Loisirs, des Casinos et des activités connexes.

La Fédération a pour mission notamment :

- d'étudier et de défendre les intérêts professionnels collectifs communs des Syndicats qui la composent et éventuellement les intérêts spécifiques de chacun d'eux,
- d'étudier les problèmes économiques et sociaux,
- de représenter les adhérents sur le plan national professionnel auprès des pouvoirs publics des employeurs et de leurs organisations et de tous les organismes nationaux et internationaux,
- de grouper les Syndicats qui ont pour champ professionnel les activités susvisées,
- d'assister les Syndicats qu'elle regroupe dans les conflits du travail.

Elle assure par délégation la gestion administrative des Syndicats qui la constituent par application de l'accord de mutualisation signé obligatoirement par chaque Syndicat. Elle organise, par délégation, la collecte des ressources des Syndicats adhérents, et valide chaque année les budgets de fonctionnement de ces dits Syndicats. Elle garantit équitablement les moyens pour le bon fonctionnement des Syndicats adhérents.

En outre, si un des secteurs susvisés venait à ne plus être représenté par l'intermédiaire d'un syndicat, ou si un des syndicats était défaillant, la Fédération se substituerait au Syndicat et gèrerait directement ce secteur d'activité et pourrait, notamment, valablement procéder aux mandatements de salariés eu sein des entreprises de ce champ professionnel ou à la présentation de listes de candidats en vue des élections professionnelles.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent aux organisations syndicales et en particulier l'avis du CNC n°2009-07 du 3 septembre 2009 et du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n° 2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le bilan de l'exercice présente un total de 2 812 238 Euros.

Le compte de résultat, affiche un total de **produits** de 1 236 280 Euros et un total de **charges** de 914 391 Euros, dégageant ainsi un **excédent** de 321 889 Euros.

L'exercice considéré débute **le 01/01/2024** et finit le **31/12/24**

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le premier bilan d'ouverture a été établi au 31 décembre 2009. Le patrimoine de la Fédération a été déterminé par voie d'inventaire et valorisé par la méthode des coûts historiques. Aucune réévaluation des actifs n'a été pratiquée depuis cette date.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, ou le cas échéant à leur coût de production. Elles sont amorties en mode linéaire à compter de leur date de mise en service. Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 3 ans
- Agencements : 5 ans
- Matériel informatique et multimédia : 3 ans
- Mobilier de bureau : 10 ans

Les immobilisations sont intégralement financées par des fonds propres.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles représentent le dépôt de garantie lié au bail.

Les immobilisations sont intégralement financées par des fonds propres.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

COMPTES DE PLACEMENT

Il s'agit d'un compte Livret A ouvert à la Société Générale.

DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres au 31-12-2023	2 221 041
Affectation de résultat à la situation nette de l'AGO	183 812
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	2 404 853

ENGAGEMENT DE RETRAITES DES SALAIRES

Il n'y a aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice. Le montant estimé de l'engagement s'élève à 4 011€ (hypothèses retenues taux d'accroissement annuel des salaires 2.25% , taux d'actualisation 3.30% et âge de départ à la retraite 65 ans)

RESSOURCES A RETENIR POUR LA DETERMINATION DES SEUILS

Les ressources annuelles de 1 054 065€ prises en compte dans le calcul des seuils définis dans le décret relatif à la certification des comptes des organisations syndicales sont les suivantes. Le fait générateur des cotisations est l'encaissement.

Détail des Ressources	Exercice 2024	Exercice 2023
cotisations		
cotisations perçues des adhérents	498 629	449 974
versement timbre CFE-CGC	-182 215	-166 089
	316 414	283 885
subventions		
AGEFOS (rr)		
APELAC (loisirs)	120 764	54 311
AGPN	316 823	322 997
UNIFORMATION (golf)		
	437 587	377 308
autres ressources		
ACF		
COLONA		
KLESIA	63 500	60 000
AGRR	14 400	15 000
MALAKOFF	33 500	30 000
MACIF	17 000	17 000
OCIRP	15 000	15 000
UNIPREVOYANCE	8 000	10 000
SECAFI	30 000	21 500
AESIO	28 000	28 000
VYV	8 000	8 000
SEXTANTS EXPERTISES	11 000	6 000
divers autres	28 370	28 256
total autres produits	256 770	238 756
produits financiers	43 294	47 452
Produits exceptionnels		
divers produits exceptionnels		
total des ressources	1 054 065	947 401

Autres informations

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES DE FINANCEMENT

Le syndicat n'a bénéficié d'aucune contribution publique de financement, ni au cours de cet exercice ni au cours des exercices précédents.

ACTIONS DE SOLIDARITE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Le syndicat n'a participé à aucune action de solidarité des organisations syndicales, ni au titre de cet exercice ni au titre des exercices précédents.

EFFECTIF SALARIE

A la clôture de l'exercice, le syndicat employait quatre salariés 2 hommes et 2 femmes. Cette population était composée de 1 cadre et 3 non-cadres.

REMUNERATION

Il a été alloué 0 € de rémunérations au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés et avantages en natures inclus.

CONTRIBUTIONS EN NATURE

Le syndicat n'a bénéficié d'aucune contribution en nature qu'il s'agisse de mise à disposition de personnes ou de biens meubles et d'immeubles.

HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires CAC se composent de la mission légale pour 12 500 €

IMMOBILISATIONS

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentation		Diminution		
			Réévaluation	Acquisition	Virent pàp	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	107 379					107 379
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	107 379					107 379
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	792 000					792 000
	sur sol d'autrui						
	instal.agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriel						
	Instal. Agencement, aménagement divers	41 034		345 803			386 837
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	117 515		25 169			142 684
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		950 549		370 972			1 321 521
FINANCIERE	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	4 378		164			4 542
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 378		164			4 542

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

NATURE DES AMORTISSEMENTS	AMORTISSEMENT EN DEBUT D'EXERCICE	DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENT EN FIN D'EXERCICE
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEV.				
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 574	27 100		64 674
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
TERRAINS	0			0
CONSTRUCTIONS				
- Sur sol propre	2 992	31 680		34 672
- Sur sol d'autrui				
- Installations générales,agenc.& amén.des constructions	0			0
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE IND.	0			0
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
- Installations générales,agenc.& aménag. divers	37 032	3 671		40 703
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau & informatique, mobilier	103 820	15 061		118 881
- Emballages récupérables & divers				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	143 844	50 412	0	194 256
TOTAL GENERAL AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	181 418	77 512	0	258 930
MOUVEMENTS AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	MONTANT NET EN DEBUT D'EXERCICE	AUGMEN- TATIONS	DOTATIONS EXERCICE AMORTISSEMENT	MONTANT NET EN FIN D'EXERCICE
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS				

ETAT DES CREANCES

ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2) (3)			
Autres immobilisations financières	4 542		4 542
<i>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE</i>	4 542	0	4 542
<u>ACTIF CIRCULANT</u>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	101 305	101 305	
Personnel & comptes rattachés		0	
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		0	
Etat & collectivités publiques			
- autres impôts, taxes & versements assimilés		0	
- divers			
Débiteurs divers		0	
<i>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</i>	101 305	101 305	
<u>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</u>	220 545	220 545	
TOTAL DES CREANCES	326 392	321 850	4 542

ETAT DES DETTES

				MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	PLUS D'1 AN 5 AU PLUS	A PLUS DE 5 ANS
<u>DETTES FINANCIERES</u>							
	Emprunts & dettes financières divers (1) (2) (3)				0		
<u>DETTES D'EXPLOITATION</u>							
	Fournisseurs & comptes rattachés			34 743	34 743		
	Personnel & comptes rattachés			10 849	10 849		
	Sécurité sociale & autres organismes sociaux			18 677	18 677		
	Etat & autres collectivités publiques			11 207	11 207		
	- autres impôts, taxes & versements assimilés			1 269	1 269		
	Autres dettes d'exploitation			8 750	8 750		
<u>DETTES HORS EXPLOITATION</u>							
	Dettes sur immobilisations & comptes rattachés						
	Autres dettes hors exploitation				0		
	TOTAL DES DETTES			85 495	85 495	0	0
<u>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</u>							
					0		
	TOTAL GENERAL			85 495	85 495	0	0

